

Consultation publique

« Orientations de l'ARCEP suite à la première phase des travaux d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la mutualisation des réseaux en fibre optique »

7 mai 2009

I. La procédure proposée par l'ARCEP

1.1. En zones très denses

Question : *L'Autorité invite les acteurs à définir le périmètre correspondant selon eux aux zones très denses, à priori sous la forme d'une liste de villes, ou sur la base de tout autre critère qui leur semble pertinent*

Réponse Conseil Général de la Moselle:

On note que l'ARCEP envisage de découper le marché du très haut débit en deux segments : les « zones très denses » et « en dehors des zones très denses », à savoir le reste du territoire, constitué des zones péri-urbaines, semi-rurales et rurales. Le premier périmètre se verrait appliquer une régulation de l'accès THD spécifique (mutualisation en pied d'immeuble) dans la mesure où, pour l'ARCEP, plusieurs opérateurs FTTH pourraient accéder à ces zones très denses, tandis que le second périmètre, hors des zones denses, nécessiterait des conditions de mutualisation différentes, plus en amont dans le réseau d'accès fibre optique (en tête de zone, de quartier...) pour tenir compte de difficultés à mobiliser les opérateurs.

Cette démarche, selon laquelle le territoire pourrait être découpé, en définitive, en zones très rentables et en zones moins rentables, « *commune par commune* » avec, pour chacune d'elles, une méthode spécifique de régulation, en direction des quelques opérateurs en place, appelle plusieurs commentaires de notre part:

- cette approche repose sur le principe selon lequel ce marché du FTTH voit l'intervention des seuls acteurs privés et exclue, d'emblée, l'intervention publique. Or, les acteurs publics, ou issus de la sphère publique, sont loin d'être absents du paysage FTTH en France. Le département de la Moselle en est un bon exemple, avec ses régies câblées et ses concessions de service public. A titre d'illustration, le tout premier réseau, intégralement en FTTH dans le département de la Moselle, ne relève pas d'un opérateur privé, mais se trouve en cours de déploiement par le Syndicat des communes du Pays de Bitche. Maître d'ouvrage et exploitant du réseau câblé actuel, le Syndicat du Pays de Bitche (46 communes) a pris la décision de rénover son réseau et de remplacer la technologie coaxiale existante par un réseau fibre à l'abonné FTTH, en GPON. 100% des foyers et des entreprises font l'objet d'un raccordement au réseau FTTH inter-communal. Dans un autre contexte, les communes de Moulins les Metz et Ars sur Moselle, dont les conventions de DSP de réseau câblé sont arrivées à leur terme, ont relancé une consultation publique pour un réseau FTTH en mode « open-access ». Enfin, la Communauté de Communes du Saulnois, plus importante communauté de communes de France, avec 128 communes, a récemment pris une délibération pour la construction d'un réseau FTTH raccordant la quasi-totalité des foyers de son territoire.

- L'action publique des collectivités, notamment celle du Département de la Moselle, n'a de cesse, dans le domaine du haut débit comme du très haut débit, de mettre en œuvre et garantir un accès équi-réparti aux offres des opérateurs sur son territoire en agrégeant à la fois les besoins des zones denses et ceux des zones moins denses. La péréquation géographique et économique des services haut et très haut débit sur le territoire est un pré-requis à l'action publique. Segmenter ce dernier en zones très denses et moins denses risque de soustraire de cette démarche de péréquation des zones d'habitat, essentielles à l'équilibre économique de l'ensemble (centre villes, ensembles HLM...), et rendre ainsi caduque

l'action publique. Aussi, le Conseil Général de la Moselle souhaite-t-il attirer l'attention de l'ARCEP sur les risques issus du découpage proposé et sur l'impact de celui-ci sur la politique d'aménagement numérique des collectivités.

1.2. En dehors de zones très denses

Question : *l'Autorité invite les acteurs à commenter la démarche de l'Autorité en dehors des zones très denses ainsi que les modalités d'implication des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de la mutualisation.*

Réponse Conseil Général de la Moselle:

Le Conseil Général de la Moselle note avec intérêt qu'après les expérimentations en matière de mutualisation du segment terminal fibre optique en zones très denses, l'ARCEP engage une deuxième phase de réflexion en dehors des zones moins denses.

Compte tenu des actions engagées en matière de réseaux FTTH dans le département de la Moselle, sur des zones aussi bien urbaines que péri-urbaines et rurales, le Conseil Général propose à l'ARCEP de considérer ce territoire comme un terrain d'expérimentation quant à l'étude de la mutualisation du segment terminal fibre optique pour cette seconde phase de ses investigations.

Le tableau de bord du Très Haut Débit publié par l'ARCEP le 7 avril 2009 fait état de « 20 500 immeubles équipés en fibre optique en France et raccordés à au moins un opérateur » et de « 40 000 abonnés aux offres très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés ». Au regard de ces données, la situation de la Moselle présente un intérêt particulier dans la mesure où, sur la base des différentes opérations FTTH conduites actuellement, le département est en voie de présenter un taux de raccordement et d'abonnés FTTH très significatif :

- 12 000 à 14 000 prises FTTH pour le Syndicat du Pays de Bitche
- 10 000 prises FTTH pour les villes de Moulins les Metz et Ars sur Moselle
- 12 000 prises FTTH pour la Communauté de Communes du Saulnois

soit près de 40 000 prises pour les seules premières opérations . En outre, compte tenu des taux de pénétration tout à fait exceptionnels rencontrés sur ce territoire, on peut s'attendre à un taux d'abonnés FTTH, là encore, particulièrement compétitif.

Compte tenu de cette situation, qui fait du département un site pionnier dans le domaine du FTTH, le Conseil Général de la Moselle est à la disposition de l'ARCEP pour l'accompagner dans l'évaluation des conditions de la mutualisation hors des zones très denses, objet de la seconde phase de sa démarche.

II. Les conditions de déploiement de la fibre optique dans les immeubles des zones très denses

Question : *l'Autorité invite les acteurs à commenter ces orientations, ainsi que le document « mode opératoire » issu de la première phase des travaux et décrivant un processus possible pour l'exercice de l'option de pose de fibre surnuméraire.*

Réponse Conseil Général de la Moselle:

Le réseau FTTH du Syndicat du Pays de Bitche, à titre d'exemple dans le cadre de zones semi-denses, disposera à terme, pour chaque utilisateur final résidentiel, d'une paire de fibre optique (2 brins) jusqu'au point de terminaison dans l'appartement ou la maison. Les entreprises bénéficieront, quant à elles, de deux paires de fibres (4 brins) jusqu'à l'intérieur du bâtiment.

Chaque brin peut être exploité par la collectivité en fibre noire ou en services actifs avec la mise à disposition de capacités auprès de tiers. L'approche multi-fibres, ainsi privilégiée, garantit les utilisateurs finals de pouvoir bénéficier d'offres en provenance de multiples opérateurs en direct ou sous un label du Syndicat.

La mutualisation de l'accès au segment terminal fibre optique est donc possible en mode passif ou actif, en fonction du métier et des choix stratégiques des fournisseurs de services. En outre, les sites de mutualisation (armoires de rue, locaux techniques de réseau) sont dimensionnés pour accueillir différents opérateurs.

Enfin, les capacités mises en œuvre répondent à toutes les spécifications techniques, en termes de topologie de réseau, dans la mesure où l'infrastructure déployée peut supporter à la fois des offres point à point et point multipoints de la part des opérateurs de service.

Les zones très denses ne justifient pas plus que les zones moins denses, le déploiement de fibres en surnuméraire à partir du moment où une paire de fibre optique arrive dans chaque foyer et que l'un et l'autre des brins peut faire l'objet d'offres différenciées, fibre noire et actives.

La plupart des réseaux FTTH mis en œuvre en Moselle dans le cadre de réseaux d'initiative publique retiennent aujourd'hui le principe d'une exploitation en mode ouvert (« open-access »). Ainsi, compte tenu des capacités déployées et du mode d'exploitation retenu, il n'est pas improbable que le département de la Moselle fasse la preuve d'une dynamique d'ouverture des services et de diversification des offres bien supérieure à celle générée par le déploiement de mono-fibre ou même de multi-fibres, en milieu urbain très dense, y compris avec une surcapacité de fibre, dès lors que celles-ci seront exploitées par des opérateurs intégrés, en mode uniquement propriétaire. La mise en œuvre de fibres en surnuméraire ne paraît pas être la garantie d'une meilleure concurrence au bénéfice des utilisateurs finals mais plutôt comme un palliatif à un marché figé par des offres mono-opérateurs.